



FLASH JUILLET 2019 / N°5/19

Publication mensuelle sur l'état de la conjoncture ivoirienne

DIRECTION DES PRÉVISIONS, DES POLITIQUES ET DES
STATISTIQUES ÉCONOMIQUES (DPPSE)

SYNTHÈSE

Tous les chiffres sont à fin juillet 2019 sauf indications contraires, Valeurs en FCFA

Au niveau mondial, la croissance économique continue de subir la persistance des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine ainsi que les incertitudes concernant les modalités de sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne (UE). Le PIB devrait croître de 3,2% en 2019 contre une hausse de 3,6% en 2018.

En Afrique subsaharienne, malgré un environnement extérieur moins favorable, la progression du PIB se renforcerait en se situant à 3,5% en 2019 après 3,0% en 2018

Le **marché des matières premières** a enregistré, en moyenne sur les sept premiers mois de l'année 2019, un recul des cours de la plupart des produits de base par rapport à la période correspondante de 2018. Ce repli a concerné notamment le cacao (-2,7%), le café (-12,2%), le pétrole brut (-7,7%) et l'huile de palme (-18,7%). Toutefois, les cours moyens du caoutchouc et de l'or ont augmenté respectivement de 7,3% et 1,2%.

Sur le **marché de changes**, en moyenne sur la période sous revue, l'euro s'est déprécié par rapport au dollar américain (-6,3%), au yuan renminbi (-0,7%) et à la livre sterling (-0,4%).

Au niveau national, le **secteur primaire** a été marqué par la bonne tenue de la majorité des principales cultures destinées aux industries et à l'exportation. Il s'agit du cacao (+9,8% à fin juin 2019), du coton graine (+29,5%), de la banane dessert (+19,4%), de l'ananas (+11,0%), du sucre (+0,7%), du caoutchouc (+15,6% à fin juin 2019) et du bois en grume (+26,0% à fin juin 2019). Par contre, le volume commercialisé de noix de cajou (-14,2%) et la production de café (-20,5% à fin juin 2019) ont baissé. Cette dynamique du secteur primaire est en relation avec les actions mises en œuvre par le Gouvernement à travers les Programmes Nationaux d'Investissement

Agricole (PNIA 1, 2012-2016 et PNIA 2, 2018-2025).

Au niveau du **secteur secondaire**, à fin juin 2019, l'activité industrielle est ressortie en hausse de 7,4%. Elle a été soutenue par la vitalité du secteur manufacturier (+5,7%), des industries extractives (+20,7%) et de la branche « électricité, gaz et eau » (+6,4%). Par ailleurs, la hausse de la consommation d'électricité de moyenne tension de 7,7% à fin juillet 2019, dénote du maintien du dynamisme de l'activité industrielle sur la période sous revue.

De son côté, l'indicateur avancé du BTP s'est établi à 7,4% à fin juin 2019 contre 4,2% un mois auparavant, en lien avec l'accélération de la réalisation d'ouvrages publics.

Le **secteur tertiaire** a été marqué par la bonne tenue de l'ensemble de ses branches, à l'exception du chiffre d'affaires des télécommunications hors orange money qui s'est contracté de 3,7% malgré l'accroissement du trafic voix (+13,4% à fin juin 2019). Ainsi, l'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détail (+6,1%), le transport terrestre (+7,8%), le nombre total de passagers dans le transport aérien (+5,8%), le trafic global de marchandises dans le maritime (+12,7%) et dans le ferroviaire (+6,5) ont progressé positivement.

En moyenne sur les sept premiers mois de l'année 2019, **les prix à la consommation** ont augmenté modérément de 0,8%, portés par le renchérissement des prix des produits alimentaires et boissons de 1,4% ainsi que des produits non alimentaires de 0,6%. La hausse contenue des prix des produits alimentaires s'explique par le bon approvisionnement des marchés en produits vivriers et par les mesures mises en œuvre par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la vie chère.

La situation des **finances publiques** à fin juillet 2019, a été marquée par un accroissement des recettes totales et dons, et des dépenses totales et prêts nets, par rapport à la même période de 2018. Les recettes totales et dons ont augmenté de 204,2 milliards pour se situer à 2 986,0. Concernant les dépenses totales et prêts nets, ils se sont affichés à 3 544,4 milliards, en hausse de 278,2 milliards sous l'effet notamment de l'accroissement des dépenses d'investissement de 107,7 milliards.

Dans l'**emploi formel**¹, le nombre de salariés a progressé de 4,9% (+49 561 salariés) pour se situer à 1 050 829. Au niveau des créations brutes, le nombre cumulé des nouvelles immatriculations dans le secteur privé formel est ressorti à 48 659 sur les sept premiers mois de l'année 2019 contre 54 735 un an plus tôt.

Les **échanges extérieurs de marchandises**, en valeur et hors biens exceptionnels, ont été marqués par une hausse des exportations de 9,3%, sous l'effet des ventes de produits manufacturés (+13,5%), miniers (+39,1%), de l'agriculture industrielle et d'exportation (+7,0%) et de la première transformation (+6,2%). Quant aux importations, elles ont augmenté de 7,7%, impulsées par les achats de biens de consommation (+7,4%) et de biens intermédiaires (+15,4%). Ces évolutions ont laissé apparaître un solde commercial excédentaire de 703,9 milliards, en hausse de 18,2% par rapport à l'excédent réalisé à fin juillet 2018. Par ailleurs, les termes de l'échange se sont dégradés de 13,1%, en raison de la hausse des prix à l'import (+6,8%) et du recul de ceux à l'export (-1,2%).

La morosité observée depuis 2016 à la **Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)** s'est poursuivie sur la période sous revue. Les indices BRVM 10 et BRVM composite ont reculé respectivement de 23,2% et de 26,3%, sous l'effet de la baisse de l'ensemble des indices sectoriels. La capitalisation boursière composite a baissé également de 8,9%, en lien avec la contraction de la capitalisation du marché des actions de 21,7% combinée à la hausse de celle du marché obligataire de 14,8%.

La **situation monétaire** a été caractérisée par la progression de la masse monétaire au sens large (M2) de 6,9% pour se situer à 9 627,9 milliards du fait de l'accroissement des créances sur l'économie (+493,8 milliards ; +7,7%), des créances nettes sur

l'administration (+1 046,9 milliards; +58,5%) alors que les actifs extérieurs nets se sont contractés (-735,0 milliards ; -30,0%). La durée moyenne des crédits a progressé de 2,7 mois pour se situer à 23,1 mois.

En conclusion, l'économie ivoirienne est orientée à la hausse, grâce à l'évolution favorable des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Les prix à la consommation demeurent maîtrisés et le déficit budgétaire reste contenu. Cette orientation favorable de l'activité devrait se renforcer sur le reste de l'année grâce à l'exécution des grands projets publics d'infrastructures, la poursuite des investissements dans l'agro-industrie et la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement (PSGouv).

CONTEXTE ECONOMIQUE

Ralentissement de l'économie mondiale

Au niveau mondial, la croissance économique est impactée par la persistance des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine. Par ailleurs, les incertitudes entourant les modalités de sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne (UE) affectent le moral des investisseurs. Le FMI, dans ses prévisions de juillet 2019, indique un taux de croissance de l'économie mondiale de +3,2% en 2019, en recul de 0,1 point par rapport aux Perspectives Economiques et Mondiale d'avril, contre +3,6% réalisé en 2018.

Dans les pays avancés, la croissance devrait atteindre 1,9% en 2019 après 2,2% en 2018. En rythme trimestriel, aux Etats-Unis, l'activité économique a augmenté de 0,5% au deuxième trimestre 2019 après 0,8% au trimestre précédent. L'économie américaine montrerait des signes de ralentissement dans un contexte marqué par des incertitudes grandissantes. En effet, la faiblesse de la demande intérieure, combinée aux tensions commerciales et technologiques avec la Chine, impactent la croissance américaine.

Dans la zone euro, la hausse de l'activité s'est située à 0,2% au deuxième trimestre 2019, en ralentissement par rapport à la progression enregistrée au premier trimestre 2019 (+0,4%). Cette décélération est venue notamment de l'Allemagne (-0,1% après +0,4% le trimestre précédent) en raison d'une demande extérieure plus faible, de l'Espagne (+0,5% après +0,7%) et de l'Italie (+0,0%

après 0,1%) où les contraintes budgétaires pèsent sur les investissements. En France, la croissance du PIB au second trimestre 2019 est ressortie à +0,3%, au même rythme que le trimestre précédent. L'économie de la zone devrait s'accélérer sur le reste de l'année grâce à une demande extérieure qui se redresserait et des facteurs temporaires, notamment la chute des immatriculations d'automobiles et les manifestations en France, qui devrait s'estomper.

La croissance de l'activité économique au Royaume-Uni s'est établie à -0,2% au deuxième trimestre 2019 après +0,5% le trimestre précédent. Cette contraction du PIB résulterait de perspectives économiques confrontées à de grandes incertitudes liées notamment à la montée des tensions commerciales internationales, au risque d'un Brexit sans accord, à la vulnérabilité de certains marchés émergents et au regain des tensions géopolitiques.

Au Japon, le PIB a progressé de 0,3% au deuxième trimestre 2019 contre 0,5% le trimestre précédent. L'économie nipponne continue modestement de renforcer sa croissance. Toutefois, l'escalade des tensions commerciales sino-américaines, pourrait encore éroder la demande mondiale dont dépend le Japon.

Au Canada, le PIB réel s'est bonifié d'environ 0,9% au deuxième trimestre 2019 après +0,1% au trimestre précédent. Cette accélération est attribuable à la reprise du marché du logement ainsi que des exportations.

Dans les économies émergentes et en développement, la croissance économique de la Chine est ressortie à +1,6% au deuxième trimestre 2019, stimulée par la demande intérieure et l'investissement dans l'immobilier. En Inde, l'activité a été affectée par les mauvaises performances des secteurs agricole et manufacturier du fait des faibles précipitations et des tensions dans le secteur bancaire. En Russie, la hausse de la production s'est située à 0,2% au deuxième trimestre, tout comme au premier trimestre. Au Brésil, après une régression de 0,1% au premier trimestre 2019, le PIB a enregistré une hausse de 0,4% au deuxième trimestre, soutenue par la réforme des retraites et des conditions financières favorables qui stimulent la demande intérieure.

En Afrique subsaharienne, malgré un environnement extérieur moins porteur, la croissance du PIB devrait passer de +3,0% en 2018 à +3,5% en 2019. La croissance nigériane, qui a été de +1,9% en 2018, devrait atteindre +2,1% en 2019 sous l'effet du redressement de la production pétrolière et de la reprise de l'activité dans le reste de l'économie après l'élection présidentielle.

L'économie sud-africaine s'est accrue de 0,8% au deuxième trimestre de l'année 2019 après -0,8% le trimestre précédent, grâce à l'amélioration progressive de la confiance des milieux d'affaires et des consommateurs ainsi qu'à la réduction des incertitudes entourant la politique économique.

En 2019, les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) devraient enregistrer dans l'ensemble, une croissance de +6,7% soutenue par

une demande intérieure robuste, après +6,6% en 2018.

Le marché des matières premières à la peine

Le **marché des matières premières** a enregistré, en moyenne sur les sept premiers mois de l'année 2019, un fléchissement des cours de la plupart des produits de base par rapport à la période correspondante de 2018. Il s'agit notamment du cacao (-2,7%), du café (-12,2%), du pétrole brut (-7,7%), du gasoil (-5,0%), du riz blanchi (-4,7%), de l'huile de palme (-18,7%) et du sucre (-0,3%). Par contre, les cours moyens du caoutchouc, de l'or et du maïs ont affiché une hausse respective de 7,3%, 1,2% et 4,7%.

En évolution mensuelle, le cours du pétrole brut a chuté de 9,7% pour ressortir à 63,9 dollars à fin juillet 2019 contre 64,3 dollars un mois plus tôt. Le cours du Brent a été affecté par la baisse de la demande dans un contexte d'offre record des États-Unis et de ralentissement de l'économie mondiale.

L'euro pénalisé par les incertitudes économiques de la zone

Le **marché de changes**, en moyenne sur la période sous revue a été marqué par la dépréciation de l'euro par rapport au dollar américain (-6,3%), au yen japonais (-5,7%), au yuan renminbi (-0,7%) et à la livre sterling (-0,4%). En revanche, la monnaie européenne s'est appréciée par rapport au rand sud-africain (+6,7%). La monnaie unique européenne a été confrontée aux incertitudes entourant le Brexit, à l'agitation politique en Italie et aux troubles sociaux en France qui

assombrissent les perspectives de la zone économique.

En évolution mensuelle au mois de juillet 2019, la monnaie unique s'est appréciée par rapport à la livre sterling (+0,9%) mais s'est dépréciée par rapport au yuan renminbi (-1,0%), au dollar américain (-0,7%) et au yen japonais (-0,5%).

Renforcement de l'activité économique nationale

Au plan national, l'environnement économique est caractérisé par un climat des affaires propice et par la poursuite de l'exécution du Plan National de Développement (PND 2016-2020) basé notamment sur la transformation structurelle de l'économie.

Par conséquent, afin de renforcer la transformation locale et d'accroître leurs valeurs ajoutées, le Gouvernement a pris, en juillet 2019, une ordonnance instituant des mesures fiscales incitatives spécifiques aux investissements réalisés dans le secteur agricole notamment dans les filières coton et anacarde. Ces mesures fiscales, valables sur une période de 5 ans, permettront aux opérateurs économiques du secteur de bénéficier d'exonérations des droits de douanes et de TVA sur les équipements et pièces de rechange acquis dans le cadre de l'investissement, tout en accordant également aux entreprises, pour le développement de leurs activités, des crédits d'impôts pour accroître ou moderniser leurs installations existantes.

Par ailleurs, des actions spécifiques en faveur de l'amélioration significative des conditions de vie des populations sont mises en œuvre dans le cadre du Programme Social du Gouvernement. Il

s'agit, entre autres, de renforcer les investissements sociaux.

En outre, le Gouvernement a adopté en juillet 2019, une ordonnance portant institution de régimes de prévoyance sociale. Cette mesure vise à offrir une couverture sociale adaptée aux besoins et aux capacités contributives des travailleurs indépendants en vue d'améliorer leur accès aux services de santé.

Réalisations sectorielles à fin juillet 2019 comparées à celles de fin juillet 2018, sauf indication contraire. Valeurs en FCFA

Secteur réel

L'activité économique nationale est bien orientée, portée par le dynamisme de l'ensemble des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Secteur primaire

Orientation favorable de l'agriculture d'exportation

Le secteur primaire s'est inscrit en hausse avec l'accroissement des productions de bananes dessert, d'ananas, de sucre, de coton, de cacao, de caoutchouc et de bois dans l'agriculture d'exportation, en dépit du repli des productions de café et d'anacarde. Le secteur agricole profite de bonnes conditions climatiques et de la mise en œuvre des Programmes Nationaux d'Investissement Agricole (PNIA 1 sur la période 2012-2017 et PNIA 2 couvrant la période 2018-2025).

La production de **cacao** à fin juin 2019 s'est située à 951 773,0 tonnes, en hausse de 9,8%. Elle a tiré profit de l'entrée en production de nouvelles plantations et des bonnes conditions climatiques.

Pour la campagne intermédiaire en cours, le prix bord champ du cacao a été fixé à 750 FCFA, en hausse de 7,1% par rapport à la campagne précédente. Ce prix devrait connaître lors de la prochaine campagne une amélioration avec les négociations initiées entre les principaux pays producteurs et les grands importateurs afin de garantir un prix minimum d'achat du cacao de 2 600 dollars la tonne.

La production de **café** s'est affichée à 92 797,0 tonnes à fin juin 2019, en baisse

de 20,5%. Ce recul est dû à un repos végétatif après une importante production en 2018. Le prix garanti bord champ du café pour la campagne 2019 est de 750 FCFA/Kg tout comme en 2018.

Le volume de **noix de cajou** commercialisé s'est situé à 612 686,0 tonnes, en baisse de 14,2%. Toutefois, ce repli est moins prononcé que celui enregistré à fin avril et fin mai 2019. Pour cette campagne de commercialisation 2019, le prix minimum bord champ a été fixé à 375 FCFA/kg contre 500 FCFA/kg la campagne précédente.

La filière pâtit d'une baisse des prix des amandes de cajou qui affecte l'ensemble de la chaîne de valeurs.

Pour soutenir les acteurs de la filière, accroître la transformation locale et améliorer la compétitivité du secteur, le Gouvernement ivoirien a entrepris plusieurs actions. Il s'agit notamment de la stabilisation du prix aux producteurs, de l'exonération de taxes ainsi que de la mise en place de subventions à coût partagé en vue de booster les investissements dans ce secteur qui occupe désormais une place importante dans l'économie.

En outre, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Promotion de la Compétitivité de la Chaîne de valeur de l'Anacarde, financé par la Banque Mondiale, les travaux de construction d'une usine de décorticage de noix de cajou ont démarré à Dabakala. Elle devrait générer à terme plus de 200 emplois directs.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(en tonnes)	7 mois 2018	7 mois 2019	Variation (%)
Cacao*	866 605,5	951 773,0	9,8
Café*	116 738,0	92 797,0	-20,5
Anacarde	714 401,3	612 686,0	-14,2
Ananas	25 184,7	27 954,5	11,0
Banane dessert	231294,4	276 117,7	19,4
Coton graine	278 080,3	360 049,2	29,5
Caoutchouc*	262431,4	303 447,0	15,6
Sucre	111 829,1	112 662,9	0,7
Bois en grume*	512 680,1	646 218,3	26,0

Source : DGE, OPA, MINADER

*Production à fin juin 2019

La production **d'ananas**, plombée ces dernières années par des difficultés de commercialisation sur le marché européen, semble reprendre. En effet, elle a progressé de 11,0% pour se situer à 27 954,5 tonnes à fin juillet 2019, bénéficiant d'une bonne pluviosité, du regain d'intérêt des petits producteurs et du développement d'une nouvelle variété, le MD2, de meilleure qualité et à rendement élevé. Toutefois, l'ananas reste confronté à la concurrence intense des fruits venant d'Amérique latine sur les marchés européens et à la pression de la grande distribution pour une baisse des prix.

La mise en place d'unités de transformation industrielle pour la mangue et l'ananas prévue dans le cadre du Projet d'Appui au Renforcement de la Compétitivité du Secteur Industriel (PARCSI) financé par la BAD devrait offrir de nouveaux débouchés à la production.

La **banane dessert** a enregistré une hausse de 19,4% de la production qui s'est établie à 276 117,7 tonnes. Cette embellie s'explique par (i) les bonnes conditions climatiques, (ii) l'exécution de la stratégie gouvernementale de la filière banane, (iii)

la poursuite de la mise en œuvre du programme « Mesures d'Appui à la Banane dessert » (MAB) de l'Union Européenne, et (iv) la hausse des investissements privés. La performance enregistrée permet à la Côte d'Ivoire de se maintenir au premier rang des producteurs africains de banane dessert.

La production de **coton graine** est ressortie à 360 049,2 tonnes à fin juin 2019, en progression de 29,5%. Cette spéculation a bénéficié de la mise en œuvre du zonage industriel qui a permis d'accroître les rendements des producteurs par l'amélioration des conditions d'approvisionnement en intrants, et la distribution des semences améliorées. La campagne 2018-2019 s'est achevée et la prochaine campagne débutera en décembre 2019.

La production de **caoutchouc** a enregistré une hausse de 15,6% pour se situer à 303 447,0 tonnes à fin juin 2019, en relation avec l'entrée en production de nouvelles plantations et le regain des prix sur le marché international.

La production de **sucre** a progressé de 0,7% avec 112 662,9 tonnes sur les sept premiers mois de l'année 2019. La filière est confrontée aux importations frauduleuses de sucre favorisées par le bas niveau des prix internationaux du sucre lié à l'abondance de la production mondiale. Cependant, les entreprises nationales prévoient d'investir pour améliorer la compétitivité de la filière et faire passer la production de 186 647 tonnes en 2018 à 300 000 tonnes en 2023.

A fin juin 2019, la production de **bois en grume** a augmenté de 26,0% pour s'établir à 646 218,3 tonnes, en relation avec la

bonne dynamique des industries de bois et meubles.

Secteur secondaire

Renforcement de l'activité industrielle

A fin juin 2019, l'activité industrielle s'est accrue de 7,4%, grâce à la bonne orientation de la production manufacturière (+5,7%), des industries extractives (+20,7%) et de l'activité de la branche « électricité, gaz et eau » (+6,4%).

Les **activités extractives** ont été soutenues aussi bien par la sous branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel ; activités annexes » (+19,9%), que par les « autres activités extractives » (+33,9%). Cette embellie enregistrée à la fin du premier semestre 2019 au niveau des industries extractives devrait se poursuivre sur le reste de l'année.

En effet, à fin juillet 2019, la production de *pétrole brut* s'est affichée à 8 117,9 milliers de barils, en hausse de 25,0% par rapport à la même période de 2018. Cette progression est le résultat des investissements réalisés pour accroître le rendement, spécifiquement du champ CI-40 dont la production a augmenté de 45,5%. Toutefois, l'impact des investissements n'est pas encore perceptible au niveau des champs CI-11, CI-26 et CI-27 qui ont vu leur production régresser de 5,5%, 12,7% et 2,8% respectivement.

En ce qui concerne la production de *gaz naturel*, elle est ressortie à 1 249 734 milliers de mètres cubes, en retrait de 0,1% par rapport à fin juillet 2018. Cette baisse est le corollaire de la faible demande des centrales thermiques, étant donné que le Gouvernement privilégie l'électricité de

source hydraulique qui s'avère abondante, moins onéreuse et plus respectueuse de l'environnement.

Par ailleurs, la baisse de la production gazière a été amoindrie par la bonne tenue de la production du CI-40, en hausse de 105,9% par rapport à juillet 2018.

De son côté, l'extraction de *manganèse* s'est fortement accrue (+102,4%) pour ressortir à 926 197,9 tonnes à fin juillet 2019. Cette hausse de la production est expliquée par le relèvement des cours sur le marché international.

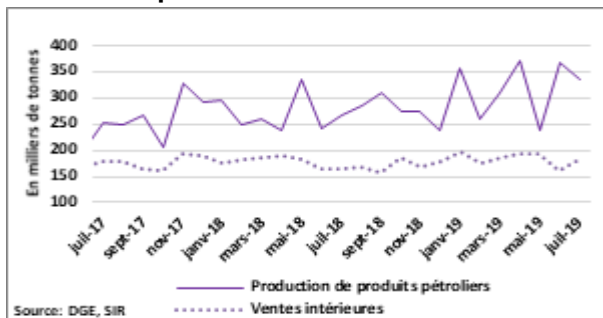
La production *aurifère*, quant à elle, s'est fixée à 16 230,0 kg, en progression de 12,8% à fin juillet 2019. L'or a continué d'être porté par la hausse des cours mondiaux, en lien avec les incertitudes qui pèsent sur la croissance économique mondiale. La production d'or bénéficie, au niveau local, de l'octroi de nouveaux permis d'exploitation.

Les **industries manufacturières**, à fin juin 2019, ont tiré profit de l'orientation positive des activités des « industries agroalimentaires et tabac » (+8,1%), des « industries du bois et meubles » (+10,4%), des « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction » (+3,9%), des « industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques » (+0,7%) ainsi que des « industries du papier, carton et édition, imprimerie » (+2,8%). Par contre, la « fabrication de machines et matériels de tous types » (-6,5%), les activités des « industries métalliques » (-26,6%), et des « industries textiles et cuir » (-4,9%) se sont contractées.

A fin juillet 2019, la production des *produits pétroliers* s'est raffermie de 18,6% pour s'établir à 2 235 620,8 tonnes, portée à la

fois par la consommation nationale (+3,2%) et les ventes à l'exportation (+33,3%). Hors fonds de bacs, la consommation intérieure a cru de 3,5%. La hausse de la production de produits pétroliers a concerné notamment le super (+22,3%), le gasoil (+12,6%) ainsi que le fuel-oil (+178,4%).

Graphique 1: Production et vente de produits pétroliers



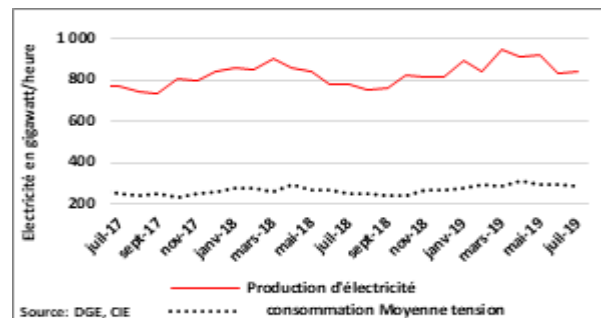
Les activités de production d'« **électricité, gaz et eau** » à fin juin 2019, ont enregistré une hausse de 6,4%, en raison des progressions observées au niveau du « captage, traitement et distribution d'eau » (+9,4%) et de la « production et distribution d'électricité » (+5,2%).

Dans le même sillage, la *production nationale d'électricité* est ressortie à 6 198,1 Gwh à juillet 2019, en hausse de 5,6%. Cette évolution est attribuable à la forte croissance de l'énergie de source hydraulique (+33,2%) amoindrie par la contraction de celle de source thermique (-2,7%). La production de source thermique a subi le retrait observé au niveau de la majorité des centrales en particulier celles de « VRIDI 1 » (-75,1%), d'« AZITO ENERGIE » (-5,1%) ainsi que d'« AGGREKO » (-16,0%) et cela, en dépit des augmentations de production de la centrale « CIPREL » (+8,7%) et de celles isolées (+2,3%). S'agissant des ventes totales d'électricité, elles ont augmenté de 8,4%, en lien avec l'augmentation des

ventes intérieures (+9,7%) et des exportations (+0,2%).

Ainsi, au niveau intérieur, la consommation d'électricité de moyenne tension s'est accrue de 7,7% confirmant la hausse de l'activité industrielle. De même la consommation basse tension a augmenté de 11,5%.

Graphique 2: Production et consommation d'électricité



Raffermissement du secteur du BTP

Le renforcement des investissements publics dans les infrastructures et le dynamisme observé dans le secteur du bâtiment ont eu pour résultat la hausse de l'indicateur avancé du BTP de 7,4% à fin juin 2019 contre 4,2% à fin mai 2019.

Ce bon résultat a été soutenu par la poursuite de la réalisation des ouvrages d'art notamment, les travaux (i) de construction de l'échangeur de l'Amitié ivoiro-japonaise, (ii) d'élargissement du boulevard de Marseille, (iii) de réhabilitation du pont Félix Houphouët-Boigny, (iv) de réalisation du tronçon « Yamoussoukro-Tiébissou » de l'autoroute du nord, (v) de sauvegarde et de développement de la Baie de Cocody et de la Lagune Ebrié, (vi) de construction du stade olympique d'Ebimpé, (vii) d'aménagement de la bordure de la mer dans la commune de Port-Bouët et (viii) de construction du pont reliant les communes de Yopougon et du Plateau .

Le secteur du bâtiment continue également de bénéficier de la volonté du Gouvernement d'accroître l'offre de logements pour répondre aux besoins de la population.

Secteur tertiaire

Bonne tenue du secteur tertiaire dans l'ensemble

Le secteur tertiaire a connu globalement une évolution favorable grâce notamment à la bonne tenue des activités de transport et du commerce de détail, malgré la baisse du chiffre d'affaires des télécommunications.

Dynamisme du commerce de détail

L'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce de détail a progressé de 6,1% du fait de la bonne tenue des ventes dans la quasi-totalité des branches, exception faite des « produits d'équipement du logement » dont les ventes se sont repliées de 8,9%.

Ainsi l'ICA de la branche « véhicules automobiles, motos et pièces détachées » s'est accru de 1,7%, porté par les ventes de « motos neuves » (+2,2%) et de « pièces et accessoires de véhicules automobiles et motos neuves » (+6,7%).

Les ventes de « produits pétroliers » ont également augmenté de 8,0%, grâce notamment à la hausse des quantités vendues des carburants super et gasoil (+7,8%).

Dans la branche « produits de l'alimentation », les ventes se sont également consolidées de 3,3%, soutenues par les « produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture » (+9,3%) et des

« autres produits de l'alimentation, boissons et tabac » (+3,0%). Par contre les ventes dans la branche « produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture » (-57,8%) se sont contractées.

L'ICA des « produits pharmaceutiques et cosmétiques » s'est accru de 12,2% du fait de la hausse des ventes dans les rayons « produits pharmaceutiques et médicaux » (+11,7%) et « parfumerie et produits de beauté » (+20,7%).

Dans les branches « textiles habillement, articles chaussants et cuirs » et « produits divers », les ventes ont grimpé de 20,7% et 5,9% respectivement.

Hors produits pétroliers, l'ICA a progressé de 4,7%.

Bonne tenue des activités de transport

Le secteur du transport a conservé son dynamisme grâce à la bonne tenue de l'ensemble de ses composantes.

Hausse continue du transport aérien

Dans le **transport aérien**, le nombre total de personnes transportées a augmenté de 5,8%, pour atteindre 1 273 503.

S'agissant du nombre de passagers commerciaux, il a progressé de 6,8% pour atteindre 1 150 344. Cette dynamique s'est traduite par l'accroissement des passagers pour l'ensemble des destinations à l'exception de la destination CEDEAO dont le nombre de passagers s'est contracté de 0,7%. Globalement, la destination Afrique a progressé de 3,2%, portée par le trafic vers le reste de l'Afrique (+10,6%).

La destination Amérique du Nord a connu un bond de 194,1% grâce à l'ouverture de la ligne directe vers les USA en Mai 2018.

Quant au trafic vers le reste du monde, il a progressé de 12,2%.

Le nombre de passagers en provenance et à destination de l'Europe a progressé de 6,3%, portée par le trafic avec la France (6,4%).

Le trafic national a continué également son expansion. Il s'est accru de 42,3% et représente 4,6% du trafic global contre 3,5% un an plus tôt, en lien avec la réouverture de l'aéroport de San Pedro qui était en réhabilitation jusqu'au premier trimestre de l'année 2018.

De même, le fret aérien a connu une hausse de 25,8% tandis que les activités de transit ont reculé de 5,8%.

Consolidation du transport ferroviaire

Dans le **transport ferroviaire**, le trafic global de marchandises a progressé de 6,5% par rapport à la période correspondante de 2018 du fait de la vigueur des échanges entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso (+7,5%). Cette bonne performance est atténuée par la contraction du trafic national (-4,7%).

Croissance soutenue du trafic dans le transport maritime

Le trafic global de marchandises dans le **transport maritime** a progressé de 12,7%, du fait des effets cumulés des hausses enregistrées au port d'Abidjan et de San Pedro.

Au **port d'Abidjan**, le trafic global de marchandises s'est affiché à 15 635 922 tonnes, en augmentation de 10,7% par rapport à la période correspondante de 2018. Cette bonne performance a été portée à la fois par le trafic national (+9,9%), les activités de transit (+20,3%) et de transbordement (+10,2%). S'agissant des échanges, ils ont été marqués par un

accroissement des importations de 7,8% et des exportations de 16,6% en quantité.

Le dynamisme du trafic national s'est ressenti au niveau de l'ensemble de ses composantes, à savoir les produits pétroliers (+13,2%), les marchandises générales (+8,6%) et les produits de pêche (+3,9%).

Le trafic global de marchandises au **port de San-Pedro** a progressé de 24,9% pour s'afficher à 2 924 859 tonnes. Cette croissance qui a bénéficié à la fois de la hausse des exportations (+36,0%) et des importations (+7,2%) s'est ressentie aussi bien au niveau des activités de transbordement (+5,0%) que des activités hors transbordement (+30,5%).

Consolidation du transport terrestre

Le **transport terrestre** s'est consolidé au regard de la consommation des carburants (gasoil et super) qui a augmenté de 7,8%, traduisant le dynamisme de l'activité économique.

Contraction du Chiffre d'affaires dans les télécommunications

Dans le secteur des télécommunications, le chiffre d'affaires global hors Orange Money s'est contracté de 3,7%. Cette baisse est imputable essentiellement au service « voix et SMS » dont le chiffre d'affaires a reculé de 11,2% du fait des nombreuses offres promotionnelles. Toutefois, elle est atténuée par les hausses des chiffres d'affaires de l'internet (+30,4%) et du mobile money hors Orange money (+19,4%).

Léger renchérissement des prix à la consommation

En moyenne, sur les sept premiers mois de l'année, les prix à la consommation ont

progressé de 0,8% portés par la hausse des prix des « produits alimentaires, et boissons non alcoolisées » (+1,4%) et des « produits non alimentaires » (+0,6%). La progression modérée des prix des produits alimentaires résulte du bon approvisionnement des marchés en produits vivriers et des mesures de lutte contre la vie chère prises par le Gouvernement.

Hausse des prix des produits alimentaires

Les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées se sont élevés en raison principalement de la hausse des prix des « viandes » (+0,9%), des « lait-Fromages-œufs » (+2,5%), des « fruits » (+7,1%), des « légumes frais » (+4,4%), et des « tubercules et plantains » (+4,7%). Seuls les prix des « poissons » (-0,8%) se sont repliés.

Léger accroissement des prix des produits énergétiques

L'indice des prix des produits énergétiques a enregistré une hausse de 0,5%.

Accroissement des prix des produits manufacturés

L'indice des prix des produits secondaires a connu une augmentation de 0,8% suite notamment au renchérissement des prix des « articles d'habillement » (+1,1%), des « meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements » (+2,2%) et des « appareils ménagers » (+0,8%). La baisse des prix des « articles de ménages en textiles » (-1,0%), et des « Verreries, vaisselle et ustensiles de ménage » (-0,1%) ont atténué cette hausse, tandis que les prix des « biens et services liés à l'entretien courant du foyer » sont restés stables.

Accroissement modéré des prix des services

Les prix des services ont progressé de 1,8% stimulés par la hausse de ceux des fonctions « loisirs et cultures » (+0,7%), « transports » (+0,8%), « santé » (+0,4%), « biens et services divers » (+1,5%), « communication » (+0,8%), « enseignements » (+1,4%), « restaurants et hôtels » (+0,4%) et « biens et services divers » (+0,8%).

Les prix de la fonction « santé » ont augmenté à la suite de ceux des « produits, appareils et matériels médicaux » (+0,2%), des « services hospitaliers » (+0,4%) et des « services ambulatoires » (+1,3%).

Les prix de la fonction « loisirs et culture » ont progressé du fait de l'accroissement des prix des « journaux, livres et articles de papeterie » (+1,6%), des « services récréatifs et culturels » (+1,8%) et « autres articles et matériels de loisirs » (+0,1%). Des hausses amoindries par le recul des prix des « matériel audiovisuel, photographique et de traitement de l'image » (-1,4%) et des « forfaits touristiques » (-3,0%).

Les prix de la fonction « communication » ont augmenté en lien avec la hausse des prix des « services de téléphonie et de télécopie » (+0,9%). Par contre, les prix des « matériels de téléphonie et de télécopie » (-0,1%) ont reculé et ceux des « services postaux » sont demeurés stables.

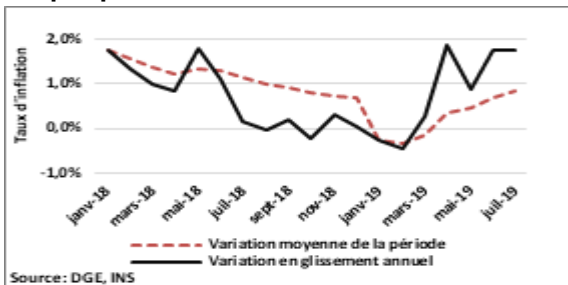
Les prix de la fonction « restaurants et hôtels » ont connu une hausse en raison de la progression de ceux des « services d'hébergement » (+3,4%) et des « services de restauration » (+0,2%).

L'accroissement des prix de la fonction « transport » provient de la hausse des prix des « achat de véhicules » (+1,0%), « dépenses d'utilisation des véhicules » (+0,7%) et « services de transport » (+0,7%).

La progression des prix de la fonction « enseignement » découle de la hausse des prix de l'« enseignement supérieur » (+1,7%), de l'« enseignement post-secondaire non supérieur » (+2,9%), et de l'« enseignement secondaire » (+0,7%). Cette évolution a été contrariée par la baisse des prix de l'« enseignement préélémentaire et primaire » (-0,4%).

En moyenne sur les douze (12) derniers mois, le taux d'inflation s'est situé à +0,8%, en dessous de la norme communautaire fixée à 3%.

Graphique 3 : Evolution des taux d'inflation



Hausse des effectifs de salariés dans le secteur formel

Dans le secteur formel, le nombre de salariés a progressé de 4,9% pour s'afficher à 1 050 829 employés, soit 49 561 emplois nets créés en un an, dont 85,7% dans le secteur privé.

En ce qui concerne les créations brutes d'emplois, le secteur privé a enregistré 48 659 nouvelles immatriculations contre 54 735 à la même période de l'année précédente. Les principaux secteurs pourvoyeurs d'emploi sont le commerce, l'industrie manufacturière et le secteur des

BTP qui comptabilisent respectivement 29,8%, 12,6% et 12,6% des emplois créés.

Dans le secteur public, le nombre de nouveaux fonctionnaires intégrés au fichier de la CGRAE s'est affiché à 7 984 contre 8 953 l'année dernière. Ces agents sont principalement affectés aux ministères en charge de l'éducation et de la formation (49,7%), aux ministères en charge de la santé, ou ayant des activités en relation avec le cadre de vie (19,5%) et à l'exécutif (Présidence de la République et Primature) ou aux ministères en charge de la défense, de l'administration du territoire ou des eaux et forêts (17,1%).

Au final, le nombre d'emplois bruts créés depuis le début de l'année s'est situé à 56 643 dont 85,9% dans le privé, contre 63 688 à la même période de 2018.

Finances Publiques

La situation des finances publiques à fin juillet 2019, par rapport à la même période de 2018, a été marquée par un accroissement des recettes totales et dons de 204,2 milliards pour se situer à 2 986,0. Concernant les dépenses totales et prêts nets, ils se sont affichés à 3 544,4 milliards en hausse de 278,2 milliards.

Bonne mobilisation des recettes fiscales

L'accroissement des recettes totales et dons est dû à une meilleure mobilisation des recettes fiscales intérieures (+115,9 milliards) et des recettes de porte (+47,6 milliards) attribuable à la bonne orientation de l'activité économique.

Ainsi, les recettes intérieures enregistrent une bonne mobilisation aussi bien au niveau des impôts sur biens et services

(+89,2 milliards) que des impôts directs (+26,7 milliards).

Quant aux recettes de porte, leur progression est imputable essentiellement aux droits et taxes à l'importation (+43,7 milliards), à la différence des droits et taxes à l'exportation qui sont restés relativement stables sur la période sous revue (+0,8 milliards).

Les dons ont été mobilisés à hauteur de 134,0 milliards, en régression de 2,1 milliards par rapport à leur niveau à fin juillet 2018.

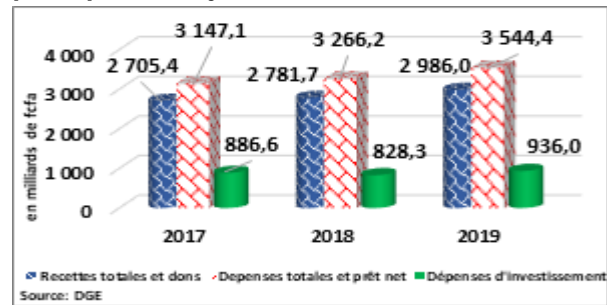
Hausse des dépenses totales

L'augmentation du niveau des dépenses totales et prêts nets est liée essentiellement à la hausse des dépenses de personnel (+34,2 milliards), des intérêts de la dette (+94,8 milliards), des prestations sociales (+59,8 milliards), des dépenses d'investissement (+107,7 milliards) et des dépenses de fonctionnement (+59,8 milliards). Cette hausse a été amoindrie par la baisse des subventions et transferts (-36,1 milliards) notamment au secteur éducation ainsi que les dépenses liées à la souscription au capital (-18,2 milliards).

Financement

Il ressort de ces évolutions, un solde primaire de base excédentaire de 74,7 milliards et un solde budgétaire déficitaire de 558,4 milliards. Des ressources mobilisées sur les marchés monétaire et financier à hauteur de 1 165,6 milliards ont servi, en partie, à financer ce déficit.

Graphique 4 : Indicateurs des finances publiques à fin juillet



Echanges extérieurs

Accroissement en valeur des exportations et des importations

À fin juillet 2019, les **échanges extérieurs de marchandises hors biens exceptionnels** ont été marqués en valeur par une hausse des exportations (+9,3%) et des importations (+7,7%).

Les **exportations** se sont accrues sous l'effet de la hausse en valeur des ventes de produits issus de l'agriculture industrielle et d'exportation (+7,0%), de l'« agriculture, élevage et pêche » (+4,9%), de produits de la première transformation (+6,2%), de produits manufacturés (+13,5%) et de produits miniers (+39,1%).

Les produits de l'« agriculture industrielle et d'exportation » ont profité notamment de la bonne orientation des ventes en valeur du cacao fèves (+15,5%), de la banane (+13,2%), du café vert (+36,4%), de graines de coton (+51,4%), de graines d'oléagineux (+23,0%), de coton masse (+30,1%) et du caoutchouc (+10,6%).

Quant aux produits de l'« agriculture, élevage et pêche », leur progression est principalement à mettre à l'actif des ventes de riz (+52,4%), de produits de pêche (+23,3%) et de « légumes et tubercules alimentaires » (+83,6%).

Concernant les « produits de la première transformation », leur hausse en valeur provient essentiellement de la bonne tenue des ventes de cacao transformé (+12,8%), de l'huile de palme (+27,9%) et des « autres produits de la première transformation » (+17,4%).

Pour ce qui est des produits manufacturés, leur hausse est en lien avec la progression des ventes en valeur des « Appareils de navigation maritime et aérien » (+186,4%), d'engrais (+259,1%) et de « Papiers, cartons et produits de l'édition » (+16,2%).

En ce qui concerne les produits miniers, leur augmentation en valeur s'explique notamment par les ventes de pétrole brut (+53,9%), d'or (+23,1%) et de manganèse (+57,9%).

La hausse des **importations** en valeur a été impulsée par les achats de biens de consommation (+7,4%) et des biens intermédiaires (+15,4%). Cependant, cette progression des importations a été amoindrie par le recul des achats en valeur de biens d'équipement (-4,1%).

Les importations de biens de consommation ont été portées à la fois par les achats de produits alimentaires (+11,7%) et les « autres biens de consommation » (+4,4%). Les produits alimentaires ont profité principalement de l'augmentation des achats en valeur de riz (+14,9%), de blé tendre (+19,5%), de boissons (+13,9%), de poissons frais (+8,2%) et de « graisses et huiles végétales ou animales » (+40,0%). Quant aux « autres biens de consommation », leur progression en valeur est essentiellement portée par des achats de produits pétroliers (+12,4%), de chaussures (+15,5%), d'engins à deux roues (+46,9%), de friperies (+35,5%), de

« matières plastiques ou ouvrages en ces matières »(+8,3%) et de « produits divers des industries chimiques » (+34,4%).

Les biens intermédiaires se sont accrus sous l'effet de l'augmentation des achats en valeur de pétrole brut (+13,6%), d'engrais (+117,9%), de « fer, fonte, acier et ouvrages en fer » (+12,0%), de clinker (+18,7%) et des « autres matériaux de construction » (+46,4%).

Il découle de ces évolutions un solde commercial hors biens exceptionnels excédentaire de 703,9 milliards, en hausse de 18,2%, comparé à celui de juillet 2018. Le taux de couverture des importations par les exportations est ressorti à 119,2%, en hausse de 1,7 point de pourcentage par rapport à fin juillet 2018.

Par ailleurs, les prix ont chuté à l'export (-1,2%) et se sont accrus à l'import (+6,8%), entraînant une dégradation des termes de l'échange de 13,1%.

Situation monétaire et financière

Poursuite de la baisse des indices boursiers de référence

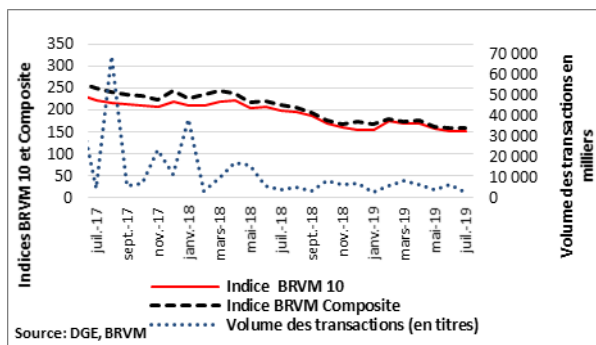
La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée par le repli des indices boursiers de référence et de la capitalisation boursière composite.

Les indices BRVM 10 et BRVM composite ont accusé des baisses respectives de 23,2% et de 26,3%, en relation avec le reflux de l'ensemble des indices boursiers sectoriels. Les indices « BRVM-Transport » (-55,9%), « BRVM-Industries » (-48,6%), « BRVM- Agriculture » (-46,4%) et « BRVM-Autres secteurs » (-36,9%) ont enregistré les replis les plus importants.

La capitalisation boursière composite s'est également contractée de 8,9% pour se situer à 8 359,8 milliards. Cette baisse est due au recul de la capitalisation du marché des actions de 21,7% combiné à la hausse de la capitalisation du marché des obligations de 14,8%. Le volume et la valeur transigés ont baissé de 27,4% et de 58,4% respectivement.

Au mois de juillet 2019, la rotation moyenne mensuelle des titres sur le marché s'est située à un taux de 0,27%. Le taux de rendement moyen s'est établi à 8,69% et la rentabilité globale moyenne au 31 juillet 2019 s'est située à 5,84% avec un PER¹ moyen de 10,14 et une prime de risque à 3,36 %. Les négociations ont porté sur 78 titres, dont 44 sur le marché des actions et 34 lignes obligataires.

Graphique 5: Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



Progression de la masse monétaire

La situation monétaire est caractérisée par la progression de la masse monétaire au sens large (M2) attribuable à la hausse des créances intérieures atténuée par une baisse des actifs extérieurs nets.

La masse monétaire est ressortie à 9 627,9 milliards soit une hausse de 6,9% stimulée par l'accroissement des créances intérieures (+1 540,6 milliards ; +18,7%) contrariée par la baisse des actifs

extérieurs nets (-735,0 milliards ; -30,0%). Les créances intérieures ont bénéficié de l'augmentation des créances sur l'économie (+7,7% ; +494,9 milliards) et des créances nettes sur l'Administration centrale (+58,5% ; +1 046,9 milliards).

Les actifs extérieurs nets, qui avaient fortement progressé pour atteindre 2 453,2 milliards en juillet 2018 du fait du montant élevé mobilisé par l'émission d'eurobonds en mars 2018, ont régressé de 30,0% pour se situer à 1 718,2 milliards.

En ce qui concerne l'activité bancaire, en termes cumulés sur les sept premiers mois de l'année, les nouvelles mises en place de crédits ordinaires ont augmenté de 1,1% (+29,9 milliards). Les escomptes d'effets de commerce et les dépôts ont également progressé respectivement de 1,9% (+11,5 milliards) et de 7,2% (+77,1 milliards).

Les nouvelles mises en place de crédits ordinaires se sont situées à 2 830,2 milliards en relation avec l'augmentation des crédits accordés aux « Entreprises individuelles » (+190,2 milliards), aux « Sociétés d'État et EPIC » (+39,7 milliards) et aux « Assurances et caisses de retraite » (+5,6 milliards). Cette augmentation a été amoindrie par la baisse des montants des crédits octroyés aux « Autres sociétés » (-86,34 milliards), aux « Particuliers » (-68,1 milliards), à l'« Etat et organismes assimilés » (-32,1 milliards), aux « Personnels des banques » (-8,0 milliards), aux « Clients divers » (-6,6 milliards), et à la « Clientèle financière » (-4,8 milliards).

S'agissant des taux moyens appliqués, celui des nouvelles mises en place de crédits ordinaires a progressé de 0,3 point de pourcentage pour s'établir à 6,5%, en

¹ PER = Price Earning Ratio

relation notamment avec la hausse de la durée moyenne des crédits de 2,7 mois par rapport à la même période de 2018 pour se situer à 23,1 mois. La moyenne du taux d'escompte est ressortie à 6,9% identique à son niveau de 2018 et le taux créditeur moyen des dépôts est ressorti en hausse de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 4,9%.

En conclusion, l'économie ivoirienne est orientée à la hausse, grâce à l'évolution favorable des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Les prix à la consommation demeurent maîtrisés et le déficit budgétaire reste contenu. Cette orientation favorable de l'activité devrait se renforcer sur le reste de l'année grâce à l'exécution des grands projets publics d'infrastructures, la poursuite des investissements dans l'agro-industrie et la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement (PSGouv).

Tableau de bord

	Variation en glissement annuel								Variations en glissement (cumul de la période)
	dec.-18	Jan.-19	Févr.-19	Mars.-19	Avr.-19	Mai.-19	Juin.-19	Juil.-19	
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	-11,8%	-14,2%	-2,0%	-0,2%	-1,1%	-7,4%	-13,6%	-14,0%	-7,7%
Cours du cacao	15,2%	16,0%	6,3%	-12,1%	-11,2%	-13,0%	-0,1%	2,5%	-2,7%
Cours de l'euro par rapport au dollar US	-4,4%	-6,4%	-8,1%	-8,4%	-8,5%	-5,3%	-3,3%	-4,0%	-6,3%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao*	15,4%	nc	nc	3,1%	nc	nc	21,1%	nc	nc
Café*	-87,2%	nc	nc	-14,8%	nc	nc	-42,2%	nc	nc
Anacarde	nc	nc	nc	-22,5%	-38,6%	-28,1%	186,9%	169,3%	-14,2%
Secondaire									
IHPI global	-3,3%	7,2%	-2,4%	4,4%	14,1%	12,3%	9,8%	nc	nc
IHPI hors extraction	-5,2%	6,2%	-3,8%	3,0%	11,1%	11,3%	7,7%	nc	nc
BTP	-4,1%	3,1%	6,5%	-8,3%	25,8%	-5,2%	27,4%	nc	nc
Production d'électricité	-3,7%	4,2%	-0,5%	5,3%	6,6%	9,2%	6,6%	8,2%	5,6%
Production de produits pétroliers	-18,9%	20,6%	3,3%	19,0%	55,0%	-28,7%	52,3%	26,3%	18,6%
Pétrole brut	25,2%	17,3%	12,2%	19,7%	36,9%	32,8%	27,2%	30,4%	25,0%
Gaz naturel	-10,3%	-4,4%	-13,3%	-9,4%	2,6%	-5,1%	3,3%	36,2%	-0,1%
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) ²	6,2%	7,3%	8,4%	0,5%	15,3%	9,6%	0,5%	2,2%	6,1%
Trafic global maritime	35,8%	18,8%	14,7%	4,7%	25,7%	13,3%	-4,2%	nc	nc
Total voyageurs aérien	7,4%	11,6%	5,7%	8,5%	4,3%	1,5%	10,9%	5,7%	6,8%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	3,4%	0,1%	0,7%	2,3%	2,0%	6,2%	6,7%	nc	nc
Echanges extérieurs³									
Exportation en valeur	0,8%	-1,6%	14,9%	-0,9%	1,6%	28,2%	15,9%	16,4%	9,3%
Importation en valeur	34,6%	9,0%	12,9%	19,5%	25,3%	-3,4%	-25,3%	22,0%	7,7%
Solde commercial ⁴	68,14	72,18	171,49	239,00	33,73	157,50	187,38	-157,31	673,89
Financement									
Masse Monétaire (M2)	13,4%	11,3%	11,3%	9,4%	10,5%	9,1%	7,9%	6,9%	6,9%
Actifs Extérieurs nets	15,3%	-2,5%	-2,2%	-34,3%	-32,0%	-24,1%	-30,1%	-30,0%	-30,0%
Créances intérieures	12,6%	12,9%	10,9%	23,2%	25,8%	18,8%	22,0%	18,7%	18,7%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	17,0%	9,5%	-0,1%	84,6%	85,8%	53,0%	73,1%	58,5%	58,5%
Créances sur l'économie	11,2%	14,0%	15,2%	10,4%	13,0%	10,2%	9,3%	7,7%	7,7%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	28,8%	6,6%	4,2%	0,0%	23,1%	-17,5%	15,8%	20,4%	7,3%
Dépenses totales & Prêts nets	2,0%	0,5%	2,0%	26,5%	4,8%	-4,6%	15,6%	10,7%	8,5%
Investissement public	-26,2%	28,5%	1,3%	25,8%	-9,7%	18,5%	21,6%	49,1%	13,0%
Solde budgétaire global ⁴	-199,16	95,96	-145,97	-111,97	-45,43	-37,72	-119,03	-194,24	-558,4
Prix à la consommation									
IHPC ⁵	0,6%	0,8%	0,3%	0,6%	0,7%	0,8%	1,2%	1,2%	0,8%

Direction Générale de l'Economie
 Direction des Prévisions, des Politiques
 et des Statistiques Economiques (DPPSE)
 Tel: (+225)20200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Pour en savoir plus :
 Sous-direction de la
 Conjoncture
 Email : sd.c.dppse@dge.gouv.ci
 Tel : +(225)20200924/20200925

² : Indice du chiffre d'affaire base 100 : 2013

³ : Hors biens exceptionnels

⁴ : Niveau en milliards de FCFA

*Données trimestrielles

⁵ : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

Nc et nd : non concerné et non disponible respectivement